



COMMUNE DE VULAINES-SUR-SEINE

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2018-29

Arrêté portant interdiction temporaire de circuler et de stationner avenue de la Libération.

Le Maire de la Commune de VULAINES SUR SEINE,

Vu la loi du 02 mars 1982 modifiée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route, notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-2, R.411-3, R.411-8, R.411-25, R.411-26, R.411-28 et R.414-29

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié par divers arrêtés subséquents et notamment les articles R.312-5, R.312-6, R.314-1, R.314-3, R.312-10 à R.312-14 et R.411-22 à R.411-23

Vu la demande présentée par la société ENGIE INEO, sise 333 avenue Marguerite Perey – 77127 Lieusaint, afin de réaliser des travaux de tirage de câble fibre optique, sise avenue de la Libération à Vulaines-sur-Seine.

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la sécurité des usagers pendant la durée des travaux,

ARRETE

- ARTICLE 1** La société ENGIE INEO est autorisée à exécuter les travaux susvisés ci-dessus, du 28 mai au 06 août 2018 en se conformant aux prescriptions ci-dessous.
- ARTICLE 2** La circulation sera alternée et le stationnement sera interdit aux abords du chantier. Ces réglementations temporaires seront maintenues durant toutes les durées des travaux.
- ARTICLE 3** La société ENGIE INEO sera tenue de mettre en place et maintenir, sous sa responsabilité la signalisation diurne et nocturne appropriée aux travaux.
- ARTICLE 4** Les travaux d'ouverture et de fermeture des tranchées sur chaussée ou sur trottoirs devront être réalisés selon les règles de l'Art. Le remblayage, compactage et mise en œuvre d'enrobé devront être soignés. En cas de détérioration ultérieure constatée par la Commune, notamment affaissement de la tranchée, et ce pendant une durée de cinq ans, une mise en demeure de procéder à la remise en état sera adressée à l'entreprise. Sans intervention de l'entreprise dans le délai d'un mois qui suivra la mise en demeure, la commune se réserve le droit de faire procéder aux réparations aux frais exclusifs de l'entreprise.
- ARTICLE 5** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.
- ARTICLE 6** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- ARTICLE 7** Ampliation adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne à :
- Directeur Général des Services de Vulaines-sur-Seine
 - Service Police Municipale de Vulaines-sur-Seine
 - Monsieur le Directeur des Service Techniques de Vulaines-sur-Seine
 - Monsieur le Directeur de la société ENGIE INEO.

Fait à Vulaines-sur-Seine, le **24 mai 2018**.



Le Maire,
Patrick Chadaillat.

